



Trait d'Union

Le journal mensuel
de l'UNEF Paris IV (AGEPS)

Numéro 11
spécial Histoire 2e - 3e cycle

Histoire de défendre nos études et d'améliorer nos conditions de travail...

Pourquoi voter pour nous le mardi 22 ?

Certes, nous aurions tort de croire que l'Université fonctionne démocratiquement. La preuve: nous étions majoritaires aux conseils centraux et contre la réforme Bayrou-Allègre, les profs d'accord avec nous, et pourtant elle est appliquée. C'est Allègre qui décide.

Mais il ne faut pas nous plus sous-estimer l'importance de ces élections.

D'abord, elles sont (quand même) pour vous l'occasion de donner votre avis sur les réformes que nous subissons, que l'UNEF est la seule organisation à combattre depuis trois ans.

Ensuite, les conseils, s'ils n'ont rien de démocratique, ont une importance certaine. On y obtient un certain nombre d'informations, à charge pour les élus de les faire redescendre vers les étudiants (*Trait d'Union* est là pour ça, entre autre). Nous pouvons peser pour faire avancer vos revendications.

Enfin, les élus d'UFR sont pour les profs des interlocuteurs privilégiés, et pas seulement pour ce qui concerne directement le conseil. Des élus présents et efficaces peuvent être un soutien précieux à chacun d'entre vous pour régler un problème individuel (inscription, examen...)

Parce que nous sommes déterminés à faire ce travail et avons les moyens de le faire, appartenant à la seule organisation réellement présente toute l'année sur la fac et capable d'agir dans les conseils centraux.

Parce que **nous voulons lutter contre l'application des réformes Bayrou-Allègre**, y compris dans les conseils.

Parce que aussi nous constatons que **l'Histoire, en tant que réflexion critique sur les événements passés est menacée**: Allègre concocte des programmes pour le secondaire qui peuvent se résumer par bachotage et endoctrinement, et les conséquences sur la fac seront directes (déjà cette année, certaines épreuves du DEUG réformé), en particulier en médiévale, vont dans ce sens, et parce que nous sommes décidés à saisir toutes les occasions de la défendre,

Nous vous demandons de voter pour nous mardi 22 février.

*Les six candidats sur
les listes Histoire 2e et 3e cycles
UNEF, UNEM et non-syndiqués*

Moi, l'histoire, ça ne
m'intéresse pas. Je m'arrête à
la préhistoire



PORTER NOS PROBLÈMES CONCRETS AU CONSEIL D'UFR

Bibliothèque: une situation loin d'être idéale

Il n'y a **pas de véritable bibliothèque d'UFR d'Histoire** qui nous soit accessible en licence, qui serait d'autant plus utile qu'il est de plus en plus difficile de travailler à la BU, faute de moyens et de personnels. Nous demandons une réflexion sur ce sujet.

Pour la maîtrise et le troisième cycle, nous demandons une meilleure information sur les bibliothèques spécialisées existant à Paris IV ou ailleurs.

Pour les concours, la **bibliothèque Lavis** (de Paris I mais utilisable par nous) est beaucoup trop petite. En lien avec les élus d'UFR d'Histoire de l'UNEF à Paris I, nous demanderons que sa surface soit agrandie

Informatique: combler le retard de Paris IV

Le saviez-vous ? toutes les universités de Paris mettent à la disposition de leurs étudiants des ordinateurs avec accès Internet... sauf une ! Problème de locaux, de budget, de priorité. Cette année, une salle de notre UFR (F051, 2e étage, esc. E) a été ouverte... une seule pour toute l'Université, accessible à tous les étudiants quatre heures par semaine avec "priorité à ceux suivant un cursus en informatique" !

Cela n'empêche pas que, de plus en plus de profs exigent des devoirs tapés même bien avant la maîtrise. Débrouillez-vous pour trouver des ordinateurs.

Nous demandons: des ordinateurs en nombre suffisant pour qu'aucun étudiant ne soit obligé d'en acheter un s'il ne le souhaite pas ou de recourir aux boutiques privées du quartier. C'est le genre de décision qui sera plus facile à obtenir UFR par UFR

- une salle informatique pour l'UFR d'Histoire
- une adresse électronique accessible pour chaque étudiant, utilisable pour correspondre avec les profs
- des postes de consultation des CD-Rom indispensables (corpus, bibliographies...)
- tant que l'UFR ne peut pas mettre suffisamment d'ordinateurs à la disposition des étudiants, **pas de travaux dactylographiés obligatoires avant le mémoire de Maîtrise**

Concours: l'intendance doit suivre !

Préparer les concours à Paris IV, c'est avantageux en raison de la qualité et du grand nombre des cours. Nos profs sont suffisamment nombreux pour que toutes les spécialités soient représentées. De plus, nous avons l'avantage de pouvoir suivre aussi les cours de Paris I. C'est pourquoi notre université a les meilleurs résultats aux concours, en partie aussi parce que de nombreux étudiants de province viennent à Paris IV pour les préparer, en raison de sa réputation.

Mais les conditions matérielles ne correspondent pas, loin de là : bibliothèques insuffisantes, ou d'accès difficile, amphis surchargés, écrits et oraux d'entraînement en nombre insuffisants, et souvent dans des conditions qui n'ont rien à voir avec celles du concours.

Nous demandons: que **Paris IV fasse pour la préparation aux concours un effort correspondant à l'importance qu'ils ont pour ses étudiants**. Pour préparer l'écrit, de véritables concours blancs, dans des conditions correspondant à celles du concours. Pour l'oral, des colles en nombre suffisant.

De véritables TD: à 250 dans un amphi, il n'y a guère de différence avec un cours magistral.

Une **meilleure coordination entre Paris IV et Paris I** pour l'organisation des cours et des concours blancs.

Locaux: rendez nous vraiment le Grand Amphi !

L'UNEF a été à l'origine de la réouverture du Grand Amphi en 1994, après 22 ans sans cours. Depuis, elle mène campagne de façon permanente contre les restrictions mises par le rectorat à son utilisation (annulation de nombreux cours, dernièrement sous prétexte d'arbre de Noël et de conseil d'État), et pour qu'il soit considéré comme un amphi comme un autre (pas de contrôle de cartes à l'entrée, ouverture des galeries intérieures).

Il n'est pas normal que nous devions nous entasser dans Richelieu à des heures où le grand amphi est vide.

L'UFR d'Histoire étant celui qui utilise le plus le Grand Amphi, nos élus auront un rôle décisif à jouer en ce sens.

Sorbonne lieu de vie ?

La Sorbonne est un monument historique au cœur de Paris. Nous le savons: on nous le répète assez. Elle n'en est pas moins notre lieu d'études. Nous nous battons donc pour qu'elle soit adaptée aussi à ce statut, ce qui implique le dégagement d'espaces et des aménagements.

1) Pour développer une vie associative et culturelle, **obtenir un local associatif et des moyens d'informations**. Nous avons mené à ce sujet un dialogue avec certaines de ces associations. En Histoire, nous demanderons que les élus disposent d'un panneau d'affichage à l'UFR, comme nos élus l'ont obtenu en Grec (d'autant plus que tous les panneaux d'affichage libre ont été enlevés quand on a repeint cet été, et pas remis en place)

2) Des espaces de convivialité. **Pourquoi pas une cafétéria en Sorbonne**, comme à Clignancourt, au lieu de quelques distributeurs automatiques dans les coins?

Recherche: des améliorations concrètes à apporter, un principe à défendre

Le **choix du directeur de Maîtrise puis de DEA** est souvent déterminant, car il entraîne celui de la spécialité. Il ne suffit pas de choisir son prof d'amphi de licence préféré ! Or nous n'avons pas toujours, au moment de ce choix, tous les éléments en main. Nous demandons une meilleure information dans les dernières semaines de l'année de Licence sur les spécialités de chaque professeur de Paris IV (**Pourquoi ne pas éditer une brochure où chaque prof se présenterait et donnerait des exemples de sujets de mémoires dirigés par lui les années précédentes ?**).

De plus, l'information ne doit pas s'arrêter aux limites de Paris IV: certaines spécialités sont représentées à Paris et non dans notre UFR, pour d'autres c'est l'inverse. Il suffit de traverser la cour, et pourtant rien n'est fait pour nous y encourager, bien au contraire.

Organiser **les liens avec les autres disciplines et les autres UFR**: tous les sujets portant sur des sources anciennes ou étrangères, et beaucoup d'autres également, ont un contenu pluridisciplinaire de fait. Des cours utiles, des livres indispensables, se trouvent dans d'autres UFR. Or l'information circule mal entre les UFR. **Nous entendons profiter de notre présence dans tous les principaux conseils d'UFR de Paris IV pour agir sur ce point.**

Nous **opposerons à toute dénaturation des années de maîtrise et de DEA** par l'ajout de nouveaux cours obligatoires sans rapport avec le travail de recherche, qui doit rester l'essentiel. (C'est ce que préconisait le rapport Attali) La Maîtrise ne doit pas être une licence bis. Pour la même raison, nous refuserons la semestrialisation des Maîtrises, dont il est question (Voir *Trait d'Union* n°10. Si vous ne l'avez pas eu, demandez le nous)

Enfin, nous demandons plus de transparence dans **l'attribution des allocations de recherche** pour les thèses, et surtout que l'UFR tout entier se mobilise pour demander plus d'allocations. A l'heure actuelle, vu leur faible nombre, il ne suffit même pas d'être l'élève préféré de son directeur (ce qui est déjà un critère un peu limité): encore faut-il souvent que ce directeur n'ait pas eu d'allocation pour un de ses élèves l'année précédente.

Contre les réformes Bayrou-Allègre, continuer le combat

L'aspect essentiel de la réforme Bayrou-Allègre, ("grande victoire du mouvement étudiant" selon l'UNEF-ID, approuvée également par l'UNI), la semestrialisation a été appliquée cette année à Paris IV. Allègre nous l'a imposée: la majorité des profs était contre, et l'UNEF a été majoritaire aux élections l'an passé pour la première fois en faisant de cette question le point essentiel de la campagne. Tous ceux d'entre nous qui sont en DEUG (surtout) et en licence ont pu voir ce qu'il en était. A eux de voter en conséquence.

Pourtant, nos élus aux conseils centraux ont pu limiter les dégâts.

Il n'y a pas eu de semestrialisation des enseignements. Nous continuons à étudier les quatre périodes en parallèle sur toute l'année, alors que l'application stricte de la réforme aurait conduit à en bachoter deux par semestre.

En revanche, on nous avait refusé en CEVU et CA la capitalisation des E-C, correspondant aux périodes (ainsi, avec 9 en médiévale et 10 en ancienne, il aurait fallu repasser aussi l'ancienne). Grâce à la pétition que vous avez été plus de 700 à signer, les conseils sont revenus sur leur décision: les notes seront conservées un an (c'est un premier pas). Bon exemple de l'articulation entre travail de terrain et travail des élus (Quant à l'UNEF-ID et à l'UNI, elles étaient tout simplement... absentes de la commission et des conseils qui ont pris cette décision. Vous devez le savoir avant de voter).

Sur les conditions d'examen (voir *Trait d'Union* n° 10), nous avons présenté une revendication simple: qu'il y ait en janvier, en juin et septembre autant d'épreuves qu'avant la réforme, avec la même durée. Sur ce point, nous sommes loin d'avoir obtenu satisfaction en histoire, principalement parce qu'il n'y avait pas d'élus UNEF. Nos élus demanderont le réexamen des conditions d'examen sur la base de cette revendication.

D'autre part, Allègre vient de prolonger la réforme Bayrou en créant une licence professionnelle bidon (voir également *Trait d'Union* n° 10). Nos élus s'opposeront à toute création de licence professionnelle à l'UFR d'Histoire.

Enfin, un autre aspect des réformes Bayrou-Allègre est la baisse continue depuis trois ans du nombre de postes mis au CAPES (- 42 % depuis 1997) et à l'agrégation (- 38 %). Nous avons saisi toutes les occasions et toutes les tribunes pour dénoncer ce scandale. Nous utiliserons aussi le conseil d'UFR d'Histoire.



*Mardi 22, choisissez des élus
présents sur la fao au quotidien,
déterminés pour vous défendre*

Votez pour les listes

UNEF, UNEM et non syndiqués



Deuxième cycle

- 1) Anthony Dautrey, maîtrise, ancien élu CA
- 2) François Brunel, prépa CAPES-Agreg
- 3) Adeline Thomas, licence.

Troisième cycle

- 1) Emmanuel Lyasse, thèse d'histoire romaine, élu CS.
- 2) Philippe Lieutaud, DEA contemporaine, vice-président étudiant du CEVU.